

ASSEMBLÉE NATIONALE28 avril 2006

IMMIGRATION ET INTÉGRATION - (n° 2986)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 131 Rect.

présenté par
M. Jego-----
ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 60, insérer l'article suivant :**

Après l'article 21-11 du code civil, est inséré un article 21-11-1 ainsi rédigé :

« *Art. 21-11-1.* – À l'issue du délai prévu à l'article 26-3, le représentant de l'État dans le département ou, à Paris, le préfet de police, communique au maire en sa qualité d'officier d'état civil l'adresse des ressortissants étrangers visés à l'article 21-11.

« Une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française est organisée dans les conditions prévues au paragraphe 7 de la présente section. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à instituer une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française pour les étrangers mineurs acquérant, par déclaration, la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France, comme cela existe déjà, depuis la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, pour les étrangers naturalisés par décret.

En effet, un tel événement solennel jouerait un rôle symbolique et pédagogique essentiel dans le processus d'assimilation de ces étrangers.

La transmission de la liste par le préfet interviendrait au plus tôt six mois après la date de délivrance au demandeur du récépissé de déclaration de nationalité, de façon à éviter de célébrer les acquisitions de la nationalité dont l'enregistrement a été refusé par le juge ou le ministre en application de l'article 26-3 du code civil.